

La grève des usines Renault

Depuis des mois chez Renault, comme partout, le mécontentement des ouvriers augmentait en même temps qu'augmentaient les difficultés de la vie.

Quelle est la situation chez Renault ? On a souvent dit que Renault était la boîte la plus mal payée de la région parisienne. Ce n'est pas tout à fait exact. En général, dans la métallurgie, les boîtes moyennes et surtout les petites boîtes payent davantage que les grosses entreprises genre Renault ou Citroën. Cela tient à ce que dans les petites boîtes la rationalisation est beaucoup moins poussée que dans les grosses. Les patrons ont intérêt à garder leur personnel qui se compose en grande partie d'ouvriers professionnels. Dans les grosses entreprises, du fait de la rationalisation, le personnel se compose en grande partie d'ouvriers spécialisés, facilement remplaçables.

D'autre part, dans les grosses entreprises, le patronat a les reins plus solides pour résister à la pression ouvrière.

S'il est vrai que les ouvriers des grosses boîtes sont moins payés que ceux des petites, les tarifs dans les grosses entreprises, comme Citroën et Renault, sont sensiblement les mêmes. Il est évident qu'on peut montrer des bulletins de paye de 42 francs et 34 fr. 30 chez Renault, tandis qu'on montre des bulletins de 62 francs chez Citroën. Mais l'inverse est également vrai. Tout dépend des conditions de travail et du moment.

Ainsi, dans l'ensemble, avant l'augmentation des 25 %, les ouvriers de Renault étaient mieux payés que ceux de chez Citroën. Depuis que les ouvriers de chez Citroën se sont mis en grève et ont failli renverser la voiture de Hénaff (fin février 1947), la moyenne des salaires chez Citroën est sensiblement supérieure à celle de chez Renault.

On a essayé d'expliquer la prétendue infériorité des salaires chez Renault par le fait des nationalisations. Au début de la grève, les ennemis des nationalisations — toute la presse de droite — ont tenté d'expliquer notre grève par la faillite des nationalisations. Et s'ils ont eu l'air d'appuyer notre mouvement au début, ils se sont immédiatement rétractés lorsqu'ils ont vu que le conflit devenait un problème gouvernemental. Les amis des nationalisations ont essayé de faire croire que notre mouvement était uniquement dirigé contre les nationalisations. Tout cela est faux.

En réalité, dès 1945, dans de nombreuses boîtes, notamment chez Citroën, une forte opposition se manifesta, de très nombreuses grèves sporadiques eurent lieu et si elles ne donnèrent que des résultats insignifiants, c'est que la bureaucratie syndicale, ne rencontrant pas une opposition organisée suffisamment forte, fut à chaque fois en mesure de saboter les mouvements. C'est ainsi que plusieurs camarades, après un travail de quelques mois, furent mis à la porte ou durent prendre leur compte après les brimades conjuguées de la section syndicale et de la direction.

Le mouvement de mécontentement chez Renault, qui a abouti à la grève, n'est pas d'aujourd'hui et il n'est pas non plus particulier à Renault. Chez Renault, comme partout ailleurs, la section syndicale était incapable d'interpréter ce mécontentement. Elle ne s'en souciait pas. Elle vivait en dehors ou au-dessus des ouvriers. Pourtant elle prétendait grouper 17.000 adhérents sur les 30.000 ouvriers. En réalité, la plupart ne payaient plus leurs cotisations. Il n'y avait plus de réunions syndicales et quand, par hasard, il y avait une assemblée, le nombre des présents était infime. Devant la carence de la section syndicale, les ouvriers devaient donc chercher un autre moyen de se défendre.

Aussi nous disions dans le tract qui convoquait au meeting public du lundi 28 avril : « Les organisations dites ouvrières, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte. C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications : 1° 10 francs

de l'heure sur le taux de base ; 2° Paiement intégral des heures de grève. Seule l'action peut nous donner satisfaction.

» Nous avons déclenché le mouvement. Nous appelons tous les ouvriers à se joindre à nous, à nommer des représentants qui viendront se joindre à notre comité de grève qui siège en permanence au Département 6 (secteur Collas). »

Notre tract du 6 mai explique la cause du conflit : « En réalité ce sont les dépenses ruineuses de l'Etat qui provoquent l'inflation. M. Ramadier qui fait fonctionner la planche à billets pour couvrir, en partie, ces dépenses veut en même temps en rendre responsable la classe ouvrière. La classe ouvrière, voilà l'ennemi pour ceux qui parlent au nom des capitalistes. La classe ouvrière doit non seulement supporter tous les sacrifices qu'on lui impose au nom de promesses non tenues ; mais dès qu'elle réclame les choses les plus indispensables pour vivre, on l'accuse, par-dessus le marché, de tous les maux qui sont les conséquences du fait que l'économie est dirigée par une poignée de capitalistes parasites.

» Nous voulons la hausse des salaires par rapport aux profits des capitalistes.

» Notre revendication : le minimum vital en fonction du coût de la vie, c'est-à-dire garanti par l'échelle mobile, n'est pas une revendication particulière. C'est une revendication qui intéresse toute la classe ouvrière.

» Contrairement à ce qu'on a tenté d'expliquer, la grève Renault n'a pas eu lieu parce que chez Renault on est plus mal payé que partout ailleurs. Si le tarif de chez Renault est actuellement un peu inférieur à Citroën ou à certaines petites boîtes il est supérieur au tarif de boîtes même importantes comme le L.M.T., la Radiotechnique, l'Air liquide, etc.

» Lorsque nous sommes allés à la Commission du travail, M. Beugnez, le président de cette commission et député M.R.P., nous a dit : « Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez Renault, mais je crois qu'il faut ramener le conflit à des proportions techniques. » Pour ces gens-là il fallait limiter le conflit à des proportions techniques. Mais le conflit Renault n'était pas un conflit technique. C'était un conflit social. Les ouvriers de notre usine ont mené un combat d'avant-garde dans un mouvement général. Et la meilleure preuve, c'est que la lutte pour la revalorisation des salaires, commencée chez Renault, s'est étendue à tout le pays. »

LA MONTEE DE LA GREVE

Depuis quelques semaines, dans l'usine, se manifestaient divers mouvements qui avaient tous pour origine une revendication de salaire. Tandis que la production a augmenté de 150 % en un an (66,5 véhicules en décembre 1945 et 166 en novembre 1946) notre salaire a été augmenté seulement de 22,5 % tandis que l'indice officiel des prix a augmenté de 60 à 80 %.

Dans l'île, c'est pour une question de boni que les gars ont débrayé ; à l'entretien, c'est pour réclamer un salaire basé sur le rendement. Au modelage fonderie, les ouvriers ont fait une semaine de grève. Ils n'ont malheureusement rien fait pour faire connaître leur mouvement parce qu'ils pensaient que « tout seuls, ils avaient plus de chance d'aboutir ». Au bout d'une semaine de grève, ils ont obtenu une augmentation de 4 francs, sauf pour les PI.

A l'artillerie aussi, il y a eu une grève. Ce sont les tourneurs qui ont débrayé les premiers, le jeudi 27 février, à la suite d'une descente des chronos. Les autres ouvriers du secteur se sont solidarisés avec le mouvement et une revendication générale d'augmentation de 10 francs de l'heure ainsi que le réglage à 100 % ont été mis en avant. Cela équivalait à la suppression du travail au rendement.

Sous la pression de la C.G.T., le travail a repris. Finalement, les ouvriers n'ont rien obtenu, si ce n'est un rajustement du taux de la prime, ce qui leur fait 40 centimes de l'heure.

A l'atelier 5 (trempe, secteur Collas), un débrayage aboutit à une augmentation de 2 francs.

A l'atelier 17 (matrices), les ouvriers, qui sont presque tous des professionnels, avaient revendiqué depuis trois mois l'augmentation des salaires. N'ayant aucune réponse, ils cessèrent spontanément le travail.

Dans un autre secteur, les ouvriers lancent une pétition pour demander la réélection des délégués avec les résultats suivants : 121 abstentions, 42 bulletins nuls comportant des inscriptions significatives à l'égard de la direction syndicale, 172 au délégué C.G.T., 32 au délégué C.F.T.C.

Au secteur Collas les ouvriers font circuler des listes de pétition contre la mauvaise répartition de la prime de rendement. D'autres secteurs imitent cette manifestation de mécontentement, mais se heurtent à l'opposition systématique des dirigeants syndicaux.

L'atelier 31, secteur Collas, qui avait cessé spontanément le travail par solidarité pour l'atelier 5, n'ayant pu entraîner le reste du département, a été brisé dans son élan par les délégués. On le voit, depuis plusieurs semaines, une agitation grandissante se manifestait. Partout volonté d'en sortir, mais partout aussi sabotage systématique des dirigeants syndicaux et manque absolu de direction et de coordination.

LA PREMIERE JOURNEE

Le mercredi 23 avril, les ouvriers du secteur Collas (boîtes de vitesse, direction, pignons) élisent parmi eux, en réunion générale, un bureau avec mandat de préparer et de décider l'action dans les meilleures conditions.

Le vendredi 25 avril, à 6 h. 30, un piquet est à la porte et distribue un tract du Comité de grève, tandis que l'ordre de grève est affiché.

Le courant a été coupé, chaque transformateur est gardé par un piquet. Les portes d'entrée sont également gardées ; une affiche invite les ouvriers à assister à la réunion générale, à 8 heures, dans le hall. Un nouveau vote confirme la grève par une majorité d'environ 85 %. Après plusieurs manœuvres des cégétistes, l'atelier 5 (la trempe) refuse de se joindre au mouvement. Quoique faisant partie du département 6, il restera toujours à l'écart du Comité de grève.

Le secrétaire syndical Plaisance, ainsi que les délégués, tout en désapprouvant notre grève promettent de « s'incliner devant les décisions de la majorité ». Une délégation se rend à la direction pour déposer la revendication.

Pendant ce temps, exception faite des piquets qui restent à leur poste, l'ensemble des ouvriers se répand dans les divers ateliers pour les inviter à se joindre à nous. Les moteurs s'arrêtent ; les délégués syndicaux les remettent en route. Quoique certains ouvriers soient au courant du mouvement de grève, la majorité est surprise ; elle hésite devant l'hostilité farouche des délégués.

A 13 heures, profitant de ce qu'il règne dans les autres secteurs une certaine confusion, susceptible de démoraliser les ouvriers de Collas, les délégués syndicaux réclament un nouveau vote dans ce secteur. La réponse est ferme : « Nous ne sommes pas des enfants qui changent d'opinion toutes les cinq minutes. » Ils refusent le vote. En fin de journée, la grève tient ferme à Collas. Dans les autres secteurs, la pression des éléments cégétistes a eu raison de l'hésitation des ouvriers. A part quelques secteurs isolés, le travail a repris.

LE MEETING DE LA PLACE NATIONALE

Le samedi et le dimanche, peu d'ouvriers sont présents à l'usine, en dehors des piquets. Mais le Comité de grève travaille. Il faut étendre la grève à toute l'usine. C'est la seule garantie du succès. Un tract est tiré invitant les ouvriers à se joindre au mouvement ; il sera distribué le lundi matin

à toutes les entrées de l'usine. Un meeting est prévu pour le lundi à la place Nationale. Il faut que le secteur Collas fasse la démonstration qu'il est décidé à lutter. Il lui faut convaincre les autres secteurs d'agir avec lui. Naturellement, le lundi matin, quand les tracts sont distribués, quelques accrochages ont lieu avec les P. C. F. au Bas-Meudon, à la place Nationale, mais sans gravité.

Au meeting, le Comité de grève appelle les ouvriers à se joindre au mouvement. La revendication est commune, la lutte doit être commune. Les 10 francs intéressent tous les ouvriers ; il faut réaliser l'unité d'action. Les ouvriers, convaincus de la justesse des revendications, apprécient le sentiment de démocratie qui anime le Comité de grève qui les invite à venir s'exprimer. Ils ont compris que l'affaire est sérieuse. A peine le meeting est-il terminé qu'on vient nous chercher pour aller à l'usine O. Un cortège se forme. A notre arrivée, des chaînes entières quittent le travail. A la suite d'un second meeting, un comité de grève est formé à l'usine O.

Pendant tout l'après-midi le secteur Collas recevra des dizaines de délégations d'ouvriers représentant tantôt leur département, tantôt leur atelier, tantôt un petit groupe de camarades demandant des directives pour mener le combat.

Mardi matin, environ 12.000 ouvriers sont en grève, malgré l'opposition des cégétistes. La direction syndicale se sent débordée. Pour essayer de reprendre le mouvement en main et de le contrôler, elle utilise une première « manœuvre » en appelant elle-même à la grève générale... d'une heure, pour soi-disant appuyer ses propres négociations avec la direction. Mais une fois en grève, les travailleurs de toute l'usine y restent, refusent de limiter le mouvement à une heure et suivent le secteur Collas dans la grève et dans ses revendications.

L'ATTITUDE DE LA DIRECTION

Les responsables cégétistes nous ont reproché d'avoir déclenché le mouvement juste au moment où le président-directeur de la régie, M. Lefauchaux, était absent. En fait, M. Lefauchaux est toujours absent. Et depuis plus d'un mois il était saisi de nos revendications.

Le vendredi du déclenchement de la grève, les représentants de la direction se retranchent derrière des formalités légales pour refuser de discuter avec le Comité de grève « qu'ils ne connaissent pas ». Cela n'empêchera pas les mêmes représentants patronaux de venir s'adresser au Comité de grève trois heures plus tard pour réclamer libre passage du matériel dans les départements en grève. Ce qui est évidemment refusé.

Dès le samedi, on apprend que M. Lefauchaux est de retour. Le lundi matin, il discute avec... la section syndicale.

Le mardi 29 avril, après un meeting du Comité de grève, 2.000 grévistes environ se rendent à la direction. M. Lefauchaux est au ministère. Promesse est faite aux ouvriers que le Comité de grève sera reçu dans la soirée. Mais le soir, lorsque la masse des ouvriers est absente, il refuse, avec le plus grand mépris, de nous recevoir.

Seule la complicité des responsables cégétistes a permis à la direction de refuser de recevoir les délégués du Comité de grève, mandatés par les ouvriers et de ne pas prendre en considération la volonté de ces derniers. La direction avait le plus grand intérêt à discuter avec les responsables cégétistes qui, sous couleur de représenter, eux, les ouvriers, négociaient et manœuvraient avec la direction pour la reprise du travail.

Le lundi 12 mai, lorsque les ouvriers de Collas décideront de continuer seuls la lutte, M. Lefauchaux invitera les représentants du Comité de grève, en présence de deux délégués syndicaux. N'ayant pas obtenu la reprise du travail, il tentera le lendemain une manœuvre d'intimidation en venant lui-même s'adresser aux ouvriers, qui le feront déguerpir sous leurs huées parce qu'il refusera de répondre publiquement aux questions du Comité de grève. La direction emploiera alors, sans plus de succès du reste, d'autres méthodes d'intimidation. Elle enverra l'inspecteur du travail

nous menacer de poursuites pour entraves à la liberté du travail.

La direction tantôt se raidit et cherche à nous intimider, tantôt essaie les formes paternalistes ; tantôt enfin elle se retranche derrière les décisions gouvernementales. Elle refuse de connaître le Comité de grève, mais, en fin de compte, c'est l'action des grévistes qui tranche les questions et non les discussions des « représentants légaux ».

LA MAITRISE ET LES GRANDS BUREAUX

Ce n'étaient pas les employés et les techniciens qui pouvaient se mettre en avant du conflit. Mais lorsque les ouvriers ont eu donné le coup d'envoi, ils ont suivi le mouvement. Certains éléments se sont même placés à l'avant-garde. En général, le mouvement a bénéficié de la neutralité bienveillante de la maîtrise. L'influence du M. F. A. (Mouvement Français de l'Abondance) parmi le personnel collaborateur est un facteur certain de la sympathie de celui-ci en faveur du mouvement.

Lorsque le secteur Collas a continué seul la grève, la maîtrise, officiellement, n'a pas fait grève (elle a remis les moteurs en route quand la direction lui en a donné l'ordre), mais elle a favorisé le mouvement plutôt qu'elle ne l'a saboté.

Les grands bureaux ont été des premiers à suivre le Comité de grève. Certainement, l'influence de la C.F.T.C., qui voyait avant tout une attaque anti-P.C.F., a favorisé le débrayage des bureaux. Mais dans la lutte, ce sont surtout des éléments étrangers à la C. F. T. C. qui ont eu un rôle dirigeant. Quant à ses adhérents, ils ont agi beaucoup plus en liaison avec le Comité de grève qu'avec leur organisation chrétienne. Celle-ci s'est tenue à l'écart et s'est même désolidarisée du mouvement dès que celui-ci a pris un caractère général, par conséquent préjudiciable au patronat.

LA C. G. T. DANS LE CONFLIT

Les ouvriers du secteur Collas, qui sont à l'origine du conflit, sont pour la grosse majorité des syndiqués à la C. G. T. Mais certains, depuis plusieurs semaines, d'autres depuis plusieurs mois, avaient cessé de payer leurs cotisations, ayant compris la politique de trahison menée par leurs dirigeants syndicaux, comme du reste une forte proportion des ouvriers dans l'ensemble de l'usine.

La C. G. T. est contre la grève, car pour elle maintenant « la grève, c'est l'arme des trusts ».

Le premier jour, l'*Humanité* ne parle pas de la grève. Encore un de ces nombreux conflits que la bureaucratie syndicale arrivera bien à étouffer... Le deuxième jour, la grève est définie comme étant l'œuvre d'une poignée de provocateurs.

Chaque jour, un tract du syndicat des métaux est distribué pour discréditer le Comité, ce « Comité de provocateurs ». Les bonzes répandent les calomnies les plus abjectes qui sont plus souvent des insinuations que des affirmations, car ils sont incapables de reprocher quoi que ce soit aux membres du Comité malgré tout le mal qu'ils se donnent à constituer « leurs dossiers ». C'est ainsi qu'ils se sont servis, pour discréditer le mouvement, d'un certain Salvade qui le Comité de grève n'a jamais connu.

Le citoyen Plaisance, après avoir déclaré publiquement à Collas, le lundi matin 28, qu'il se pliait aux décisions de la majorité, n'hésitait pas à déclarer à midi, au meeting de la place Nationale, « qu'une poignée de gaullistes-trotzkistes-anarchistes avait voulu faire sauter l'usine. »

Les principes les plus élémentaires de la démocratie sont foulés aux pieds. Au meeting de la C. G. T., le même lundi 28 avril, les ouvriers du secteur Collas qui veulent prendre la parole, sont brutalement refoulés, tandis que la voiture haut-parleur s'éloigne sous les huées de la foule. Au meeting de la C. G. T. du mercredi 30 avril, dans l'île, une opposition encore plus brutale repousse les camarades du Comité de grève qui voulaient approcher du micro pour parler. A l'A. O. C. et à l'atelier 176 particulièrement, les

cégétistes se sont barricadés pour empêcher tout contact avec l'extérieur.

Les nervis du P. C. F. n'hésitent pas à s'opposer, physiquement, à tout ce qui n'est pas en concordance avec leur politique. A certains endroits, la provocation est flagrante. Ils insultent et brutalisent des grévistes. Si ceux-ci résistent, c'est la bagarre qui justifie l'intervention de la police. Mais ces manœuvres sont déjouées par la volonté unanime des ouvriers de bannir de telles méthodes. Là où la force aura donné raison au gangstérisme, le discrédit n'en sera que plus affirmé. C'est à la collecte des timbres que ces messieurs s'en apercevront.

La grève qui s'étend oblige la section syndicale à se joindre au mouvement. Evidemment, elle ne reconnaît pas la revendication de 10 francs sur le taux de base. Devant le refus de la direction et du gouvernement de lâcher même les misérables 3 francs de prime que la section syndicale revendique, celle-ci appelle à un débrayage d'une heure.

Mais les travailleurs de la région ne sont pas satisfaits. Une fois les machines arrêtées, ils refusent de les remettre en route. Le mardi 29 avril, l'usine compte plus de 20.000 grévistes. Alors la C. G. T. vire encore un peu plus sur la gauche. C'est 10 francs qu'elle réclame maintenant comme « prime à la production ».

Mais ce qui compte avant tout, c'est de faire reprendre le travail aux ouvriers.

Aussi, le vendredi, la section syndicale organise-t-elle un vote pour ou contre la grève sur la base d'une augmentation de 3 francs de prime. C'est une escroquerie, car la section syndicale n'a pas obtenu la prime de 3 francs. Les ouvriers par 11.354 voix contre 8.015 votent la continuation de la grève.

Huit jours se passent, sans que les discussions autour du tapis aient rien apporté de nouveau.

En effet, si de son côté, le Comité de grève emploie toutes ses forces à élargir le conflit aux autres usines pour faire capituler le gouvernement (distribution d'un tract dans ce sens par des délégations de grévistes aux autres usines, où ils se heurtent encore au sabotage des délégués cégétistes), le syndicat des métaux, lui, ne cesse de « lancer du sable sur les incendies », qui s'allument çà et là (Unie, Citroën, etc.).

Enfin, les 3 francs sont accordés. Nul doute que si les ouvriers avaient voté la première fois pour la reprise du travail, ils n'auraient rien eu. Néanmoins, le syndicat des métaux clame partout sa victoire. Il faut vite reprendre le travail, car, les 10 francs, nous les aurons dans « le calme et la discipline ». Un second vote est organisé pour demander aux ouvriers de reprendre le travail. Tous les moyens de propagande sont utilisés. La violence est employée contre les distributeurs de tracts du Comité de grève qui appelle à la continuation du mouvement. On demande aux ouvriers de reprendre le travail avec les mêmes conditions qu'ils ont refusées huit jours plus tôt. Il est clair qu'on spéculait sur leur lassitude, car peu d'ouvriers ont la possibilité de vivre plus de huit jours sans travailler ; on spéculait aussi sur l'hésitation des travailleurs qui voient parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre du syndicat, mais qui, dans beaucoup d'endroits, n'ont pas de direction à eux. Même ceux qui rejoignent le Comité de grève, s'ils ont pour la plupart une grande volonté de lutte, manquent cependant encore d'expérience.

Partout les ouvriers sont mécontents de reprendre avec une dérisoire prime de 3 francs. Partout où il y a une direction (secteur Collas, département 88), une forte majorité se prononce pour la continuation de la grève, mais l'ensemble de l'usine se prononce pour la reprise par 12.075 voix contre 6.866. Plus d'un tiers du personnel s'est abstenu.

LA GREVE CONTINUE

Quand on apprend le résultat du vote en faveur de la reprise, le vendredi 10 mai, il est déjà 6 heures du soir, la grosse majorité des ouvriers est partie. Ceux qui restent sont pour la continuation de la grève. Mais que feront les autres ?

Le lundi matin, au secteur Collas, les ouvriers arrivent ; les moteurs tournent déjà ; certains ouvriers se mettent au travail, mais sans beaucoup d'entrain. Un peu plus tard, le Comité de grève convoque une réunion dans le hall. Les ouvriers sont pour la grève. On ne peut tout de même pas reprendre avec 3 francs. Le Comité de grève, bien qu'il soit pour la grève, indique les dangers de combattre sans le reste de l'usine. Les ouvriers répondent qu'il ne faut pas s'occuper des autres ; dans notre secteur, la majorité est pour la grève. Les moteurs qui tournaient à vide s'arrêtent à nouveau. Mais comme nous sommes seuls à continuer le combat, il serait vain de croire que l'on peut obtenir les 10 francs. Nous limitons notre revendication au paiement des heures de grève. Le gouvernement continue à se montrer inflexible. A deux reprises, M. Lefaucheur nous affirme que nous n'aurons rien.

Le syndicat des métaux essaie par tous les moyens de dresser les ouvriers de l'usine contre ceux de Collas. Il demande à la direction et au gouvernement d'intervenir contre nous. La grève, au secteur Collas, c'est un complot de 200 hommes. La section syndicale pose cette question mercredi : Qui tire les ficelles ? Ce sont les ouvriers de l'usine qui se chargent de répondre le jour même. Malgré les dix jours de grève qu'ils viennent de faire, dans la seule journée de mercredi, ils collectent près de 60.000 fr. pour les grévistes de Collas. Le jeudi, le gouvernement cède devant la ténacité ouvrière et accorde une indemnité de 1.600 francs pour tous les ouvriers de la région.

La section syndicale, une fois de plus, clame sa victoire, car c'est elle qui a été admise aux délibérations.

Les ouvriers de Collas ne sont pas satisfaits : 1.600 fr. pour trois semaines de grève, c'est peu. Mais on ne peut pas continuer une lutte inégale ; il faut préparer d'autres combats. Le travail reprend, mais dans l'usine les ouvriers ne sont pas dupes : « C'est bien grâce aux gars de Collas si on a eu les 1.600 francs ! »

LE ROLE DU SECTEUR COLLAS

Ce sont les ouvriers de Collas qui ont commencé la grève, ce sont eux qui l'ont terminée. C'est le Comité de grève qui a donné l'ordre de grève, c'est lui qui a donné l'ordre de reprise.

Pour déclencher la grève comme pour la terminer, de même que dans toutes les questions importantes, le Comité de grève a toujours consulté les ouvriers avant d'agir.

Le mouvement est parti de Collas parce que c'est là que s'était constitué un groupe de camarades actifs qui ont d'abord préparé les esprits à un mouvement revendicatif ; dans les derniers temps, les ouvriers s'impatientaient même de ne pas recevoir un ordre de grève. Ces camarades ont ensuite organisé la grève. Cette organisation, à l'origine très faible (une poignée de copains), a révélé, une fois de plus, que les ouvriers sont très actifs quand ils savent pourquoi ils combattent, et qu'ils ont quelque chose de ferme à quoi ils puissent s'accrocher. Non seulement les ouvriers de Collas ont tenu leur secteur en grève pendant trois semaines, mais ils ont été à peu près les seuls à se dépenser avec énergie pour développer le mouvement.

La première semaine, plusieurs fois par jour, ils se sont répandus dans les ateliers pour aller aider des ouvriers à empêcher le sabotage par la section syndicale. Dès que quelque chose ne marchait pas dans un coin, on venait chercher les gars de Collas.

La seconde semaine, toute l'usine étant arrêtée, ce sont encore les ouvriers de Collas, à peu près seuls, qui se répandirent dans de très nombreuses usines de la région parisienne pour inviter les autres ouvriers à nous suivre. Bien souvent ils eurent des accrochages sérieux avec les dirigeants cégétistes. Dans les boîtes où les travailleurs disaient qu'ils attendaient les ordres de la C. G. T., les ouvriers de Collas répondaient : « Vous pouvez attendre longtemps ! » Et on sentait dans cette réponse la fierté qu'ils éprouvaient de n'être pas à la merci d'un ordre des bureaucrates. Ils agissaient « seuls », avec un sens d'autant plus grand de leurs responsabilités.

NOS CONCLUSIONS

Nous étions entrés en lutte pour arracher les 10 francs sur le taux de base, comme acompte sur le minimum vital calculé sur l'indice des prix. Mais nous avons repris le travail avec l'aumône de 3 francs de « prime ».

Les responsables officiels du syndicat vantent cette « victoire », cependant déjà annihilée pour les mois à venir par l'inflation (rien que dans les deux dernières semaines, l'Etat vient de mettre en circulation vingt nouveaux milliards de francs-papier). Il n'a pas été question, dans les négociations officielles du syndicat, de garantir notre salaire par l'échelle mobile, c'est-à-dire son calcul sur l'indice des prix.

Mais notre lutte, même sabotée, a-t-elle été inutile ? Tout au contraire ! Si nous avons subi un échec partiel quant aux gains immédiats, nous avons, par contre, réussi à renverser complètement la vapeur.

Nous avons tout d'abord prouvé à tous ceux qui nous croyaient mûrs pour la capitulation, résignés aux bas salaires, à l'esclavage économique, que la classe ouvrière n'a rien perdu de sa capacité de lutter, unie pour la défense de ses intérêts vitaux.

Nous avons secoué le joug de nos soi-disant représentants qui, au lieu d'être les défenseurs de nos revendications, étaient devenus nos gardes-chiourme.

Nous avons obligé la direction patronale à reconnaître le principe du paiement des heures de grève.

Nos revendications, les 10 francs et l'échelle mobile, sont approuvées par la majorité des ouvriers de la France entière (voir les journaux), et la direction syndicale officielle devra lutter réellement pour ces revendications, sinon une deuxième vague ouvrière la jettera elle-même par-dessus bord.

En lançant son appel à la grève générale, le Comité de grève avait affirmé sa conviction que la victoire totale des revendications pouvait être obtenue.

En regard des résultats obtenus, ne pourrait-on pas dire qu'il a été trop optimiste ? Qu'on en juge : il a suffi que deux départements, 6 et 18, continuent la grève, appuyés sur la sympathie active de toute l'usine, pour que la revendication sur laquelle les bonzes syndicaux avaient capitalisé — le paiement des heures de grève — soit accordée à toute l'usine. C'est ainsi que nous avons obtenu les 1.600 francs.

Il a suffi, d'autre part, de la grève Renault pour qu'une vague d'augmentations, allant jusqu'à 10 francs, soit accordée dans presque toutes les usines. C'est ainsi que les usines Citroën ont obtenu les 3 francs sans un seul jour de grève.

Il n'y a pas de doute qu'une grève générale aurait arraché la victoire totale.

Mais la grève générale était-elle possible ?

La grève générale manifeste sa réalité tous les jours en province et à Paris. La grève générale ce n'est pas une chose qu'on décrète, c'est un mouvement profond surgi de la volonté unanime de toute la classe ouvrière, quand elle a compris qu'il n'y a pas d'autres moyens de lutte. En présence de cette volonté de la classe ouvrière, on peut seulement agir de deux façons : soit, comme l'a fait le Comité de grève, donner le maximum de forces à l'action ouvrière en l'unifiant en un seul combat livré par la classe ouvrière pour des objectifs communs : la grève générale ; soit, comme la fraction dirigeante de la C. G. T. et de la C. F. T. C., fractionner les luttes ouvrières, les séparer artificiellement les unes des autres, les mener dans l'impasse des primes.

Or, de même que la grève Collas, le vendredi 25 avril, avait entraîné dans la lutte toute l'usine Renault, la continuation de la grève dans toute l'usine aurait entraîné dans la lutte ouverte toute la classe ouvrière.

De la lutte que nous venons de mener, il reste prouvé que la grève est l'arme revendicative essentielle des travailleurs. Il reste prouvé également que, quelles que soient les manœuvres intéressées, pour ou contre la grève, de tous les pêcheurs en eau trouble, la volonté unanime des travailleurs est capable de triompher de tous les obstacles.

Dans nos prochaines luttes, nous entrerons mieux préparés et nous obtiendrons ce que nous n'avons pu obtenir cette fois-ci.

25 mai 1947.

Pierre BOIS.